



Debout pour la fraternité !

Appel à mobilisation de la Mission ouvrière contre la loi « Immigration intégration asile »

Paris, le 15 janvier 2024

Comme la majorité des composantes de la société civile, organisations syndicales, politiques ou associatives, les membres de la Mission Ouvrière souhaitent exprimer **leur consternation face au vote de la loi « Immigration intégration asile »**. Unanimement adoubée par la droite et l'extrême-droite, cette dernière vient heurter la conscience humaniste de tous les hommes et femmes qui vivent, travaillent et agissent au quotidien au contact de populations immigrées.

Des mesures xénophobes

Ce texte est guidé par la « préférence nationale ». Il durcira les mesures d'obtention de la nationalité française ainsi que les conditions de délivrance des titres de séjour pour raison familiale. Il instaurera des quotas pour les migrants, imposera une « caution retour » pour les étudiants étrangers et réduira considérablement l'accès à certaines prestations sociales, en les conditionnant à une durée minimale de séjour régulier. **Autant de mesures qui nourrissent la peur, le rejet de l'étranger et le repli sur soi.**

Une loi « fratricide »

La Mission Ouvrière trouve cette loi, ainsi que les méthodes utilisées pour la faire aboutir, dans la lignée de l'utilisation du 49.3, **profondément anti-démocratiques**. Avec elle, nous perdons le sens de la devise républicaine : Liberté – Egalité – Fraternité.

Dans un contexte de profonds bouleversements géopolitiques et climatiques, notre pays doit rester une terre d'accueil pour les hommes, les femmes et les enfants sans patrie ou sans ressources, fuyant la guerre ou la famine. Notre pays doit rester une terre d'accueil pour toutes celles et ceux qui cherchent une formation, un travail, ou un avenir décent qui les arrachent à la misère et à la précarité.

Nous ne voulons pas de cette loi qui nous fait honte.

Un message contraire à nos valeurs citoyennes et chrétiennes

« *Ce que vous ferez au plus petit d'entre les miens, c'est à moi que vous le ferez* ». (Matthieu 25-40). Pour les croyants que nous sommes, cette parole du Christ est une raison de plus de nous dresser contre l'inhumanité de cette loi afin de vivre les valeurs évangéliques d'accueil inconditionnel.

Au nom de l'amour de Dieu pour les êtres humains, chacun de nous est appelé à vivre l'amour de l'autre quel qu'il soit, parce qu'il est notre frère ou notre sœur en humanité tout simplement. Donner à boire et à manger, accueillir, vêtir, soigner sont des gestes d'humanité, de fraternité. C'est ce qui donne du poids à nos vies de femmes, d'hommes, de croyants.

C'est pour cela que nous condamnons cette loi et que nous marcherons le 21 janvier dans toutes les villes de France pour répondre à l'appel intersyndical et associatif.

Dénoncer la nocivité de cette loi c'est aussi donner la parole à celles et ceux qui en souffrent. Aussi le Secrétariat de la Mission Ouvrière appelle les Missions Ouvrières avec leurs mouvements et groupes à recueillir des témoignages.

Témoignage de Iva DA SILVA – jociste de Lille et étudiante étrangère

« Je veux parler des étudiants étrangers et de la caution exclusive que cette loi leur impose. Cela m'attriste que certains étudiants soient privés d'aides sociales et d'autres soumis à une préférence nationale dans le pays de la "Liberté, Égalité, Fraternité".

Suite à l'obtention du Bac français et mon arrivée en France, j'ai travaillé chaque année depuis mes 18 ans en parallèle de mes études.

Autant dire qu'une jeune qui a appris la valeur de l'argent gagné dignement, le sens de la responsabilité civile/ professionnelle ici, et qui construit sa jeunesse à travers une culture et des valeurs françaises ; ressent un attachement particulier à ce pays.

Je n'imagine donc pas l'impact que cette loi peut avoir sur des enfants nés sur ce sol et qui n'ont jamais connu d'autres réalités que la France. Ils se verront refuser le droit d'avoir leur nationalité parce que leurs parents sont étrangers ou soumis à une déchéance de nationalité sous certaines conditions. »



Ce communiqué a été écrit par l'Action Catholique des Enfants (ACE), la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC), l'Action Catholique Ouvrière (ACO), les prêtres-ouvriers, religieuses-religieux, prêtres, diacres et laïcs en lien avec le monde ouvrier et les quartiers populaires, le Groupe de Recherche et d'Études en Pastorale Ouvrière (GREPO), les délégués à la Mission Ouvrière.

Qu'est-ce que la Mission Ouvrière ?

Depuis 1957, la Mission Ouvrière est un service de l'Eglise catholique au sein de la conférence des évêques de France qui réunit des chrétiens qui agissent dans le monde ouvrier, les entreprises et les quartiers populaires.

Dans ces milieux, nous vivons de vraies difficultés (pauvreté, chômage, violences...) mais aussi beaucoup de belles choses : des enfants qui jouent et apprennent à vivre ensemble, des jeunes qui agissent pour leur avenir, des hommes et des femmes qui s'entraident, luttent pour leurs droits et croient en un monde meilleur. Ensemble, les acteurs des différents mouvements font grandir la fraternité car ils croient en un Dieu d'amour.

Quels sont nos engagements ?

La Mission Ouvrière veut permettre à chacun de se découvrir aimé de Dieu en étant écouté, en relisant sa vie à la lumière des évangiles, en s'ouvrant aux autres, en devenant acteur de son avenir et responsable dans la société et dans l'Eglise.